

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 09/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BioMerieux SA

376 Chemin de l'Orme
69280 Marcy-l'Étoile

Références : UDR-CRT-24-049-CC
Code AIOT : 0006103643

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement BioMerieux SA implanté 376 Chemin de l'Orme 69280 Marcy-l'Étoile. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport, a été réalisée dans le cadre d'une opération coup de poing régionale, portant sur les rejets d'effluents aqueux industriels des installations classées. Elle se base sur les prescriptions réglementaires applicable à cette thématique, issues de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, ainsi que celles de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BioMerieux SA
- 376 Chemin de l'Orme 69280 Marcy-l'Étoile
- Code AIOT : 0006103643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement BIOMERIEUX de Marçay l'Etoile est spécialisé dans la fabrication de réactifs nécessaires à la réalisation de tests biologiques, destinés à être utilisés par les différents systèmes de diagnostics in vitro conçus, développés et commercialisés par BIOMERIEUX. Le site est classé à autorisation pour la rubrique 2681 (mise en œuvre de micro-organismes naturels pathogènes dans des installations de production industrielle).

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 – rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLEActions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Sans objet
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les effluents aqueux industriels rejetés dans le réseau de collecte des eaux usées communal, pour être dirigés vers la station d'épuration de Pierre-Bénite, sont généralement conformes aux valeurs limites réglementaires prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015. Les analyses sont régulièrement effectuées et leurs résultats sont bien saisis sur le site internet GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le plan du réseau d'eaux usées nommé « MCY_M40_MAR_Synthèse des réseaux enterrés », en révision 6 du 14 avril 2021. Il précise qu'il n'y a pas eu de modifications du réseau de collecte de seaux usées, depuis 2021. Les eaux usées sont constituées, des eaux dites « grises », « noires » et industrielles. Ces dernières, lorsqu'elles sont susceptibles de contenir des pathogènes, sont décontaminées à l'eau de javel, ou par un traitement thermique. Ces effluents sont dirigés gravitairement vers la station de neutralisation, qui comporte un bassin de 35 m ³ , ainsi qu'un système de recirculation permettant leur neutralisation grâce à une injection de CO ₂ . Lorsqu'ils sont neutralisés, une bâchée de 16 m ³ est alors déversée grâce à un système de relevage dans le réseau d'eaux usées communal, qui abouti à la station de traitement de Pierre Bénite. Avant d'être rejetés dans le réseau communal, les effluents transitent par un dispositif de mesure du débit, ainsi qu'un préleveur automatique permettant de constituer un échantillon représentatif des rejets sur une durée de 24h, maintenu à une température de 4°C. Cet échantillon est ensuite analysé, afin de vérifier le respect des valeurs limites en concentration des paramètres réglementés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Comme précisé dans la fiche de constat précédente, le rejet des eaux usées de l'établissement, s'effectue dans le réseau d'eaux usées communal et non directement dans le milieu naturel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a visité le local accueillant le dispositif de mesure de débit ainsi que le préleveur automatique. L'installation est suffisamment spacieuse, elle est propre et bien entretenue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
Prescription contrôlée : [...] Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. [...]
Constats : L'inspection a vérifié au cours de sa visite avec l'exploitant, le bon renseignement des mesures sur le site internet GIDAF. Aucune anomalie n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement
Prescription contrôlée : Article 21-II « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. » Article 58-IV « Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : L'inspection a examiné les résultats de l'autosurveillance de l'année 2023 et du début de l'année 2024 saisis dans GIDAF, qui font apparaître un seul léger dépassement d'une Valeur Limite d'Emission (VLE) en concentration en azote global (NGL) le 16 octobre 2023. La valeur mesurée était de 53 mg/l pour une VLE de 50 mg/l. Ce dépassement n'a pas été commenté par l'exploitant. L'exploitant souligne que les VLE indiquées dans GIDAF, ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2015.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Indiquer dans les commentaires renseignés dans GIDAF lorsqu'il y a un dépassement d'une valeur limite, les causes identifiées comme étant à l'origine de cette dérive, ainsi que les actions correctives mises en œuvre afin d'y remédier, ainsi que le délai de leur mise en œuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Comme précisé dans la fiche de constat n°4, le site internet GIDAF est correctement renseigné.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : L'inspection a constaté, la présence d'un dispositif de mesure de débit dans le canal de rejet, par sonde piézométrique. Le préleveur automatique est asservi au débit des effluents rejetés. L'échantillon est maintenu réfrigéré. Toutes les analyses sont effectuées par un laboratoire extérieur, en prélevant une partie de l'échantillon constitué sur une période de 24h.
Type de suites proposées : Sans suite